

- > Un salarié peut-il être licencié à cause du retrait de son permis de conduire ? : Inaptitude consécutive à une maladie ou un accident non professionnel
- > Comment calculer l'ancienneté pour le montant de l'indemnité de licenciement ? : Inaptitude d'origine non professionnelle (1224-4)
- > Inaptitude au travail d'un salarié après un arrêt maladie : Obligation de reclassement, rupture du contrat

**Dictionnaire du Droit privé**

- > Accident du travail
- > Temps de travail

## L. 1226-2-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 102 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsqu'il est impossible à l'employeur de proposer un autre emploi au salarié, il lui fait connaître par écrit les motifs qui s'opposent à son reclassement.

L'employeur ne peut rompre le contrat de travail que s'il justifie soit de son impossibilité de proposer un emploi dans les conditions prévues à l'article **L. 1226-2**, soit du refus par le salarié de l'emploi proposé dans ces conditions, soit de la mention expresse dans l'avis du médecin du travail que tout maintien du salarié dans un emploi serait gravement préjudiciable à sa santé ou que l'état de santé du salarié fait obstacle à tout reclassement dans un emploi.

L'obligation de reclassement est réputée satisfaite lorsque l'employeur a proposé un emploi, dans les conditions prévues à l'article **L. 1226-2**, en prenant en compte l'avis et les indications du médecin du travail.

S'il prononce le licenciement, l'employeur respecte la procédure applicable au licenciement pour motif personnel prévue au chapitre II du titre III du présent livre.

**Récemment au Bulletin de la Cour de Cassation**

- > Soc., 16 novembre 2022, n° 21-17.255, (B), FRH [ ECLI:FR:CCASS:2022:SO01204 ]
- > Soc., 30 septembre 2020, n° 19-11.974 (P) [ ECLI:FR:CCASS:2020:SO00819 ]

## L. 1226-3

Ordonnance 2007-329 2007-03-12 JORF 13 mars 2007

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le contrat de travail du salarié déclaré inapte peut être suspendu pour lui permettre de suivre un stage de reclassement professionnel.

## L. 1226-4

LOI n°2012-387 du 22 mars 2012 - art. 47

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Lorsque, à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la date de l'examen médical de reprise du travail, le salarié déclaré inapte n'est pas reclassé dans l'entreprise ou s'il n'est pas licencié, l'employeur lui verse, dès l'expiration de ce délai, le salaire correspondant à l'emploi que celui-ci occupait avant la suspension de son contrat de travail.

Ces dispositions s'appliquent également en cas d'inaptitude à tout emploi dans l'entreprise constatée par le médecin du travail.

En cas de licenciement, le préavis n'est pas exécuté et le contrat de travail est rompu à la date de notification du licenciement. Le préavis est néanmoins pris en compte pour le calcul de l'indemnité mentionnée à l'article **L. 1234-9**. Par dérogation à l'article **L. 1234-5**, l'inexécution du préavis ne donne pas lieu au versement d'une indemnité compensatrice.

## L. 1226-4-1

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 102 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

En cas de licenciement prononcé dans le cas visé à l'article **L. 1226-2-1**, les indemnités dues au salarié au titre de la rupture sont prises en charge soit directement par l'employeur, soit au titre des garanties qu'il a souscrites à un fonds de mutualisation.